



Yaoundé dit n'avoir jamais autorisé un pays à mener des pourparlers de paix dans le cadre de la crise anglophone.

Le Canada a annoncé qu'un processus de paix avait été enclenché entre la partie camerounaise et les groupes armés séparatistes pour tenter de juguler la guerre fratricide que traverse depuis 2017 les deux régions anglophones du pays : le Nord-Ouest et le Sud-ouest.

En faisant cette annonce le vendredi 20 janvier 2023, Mélanie Joly, la ministre canadienne des Affaires étrangères, a alors indiqué que « **Le Canada a accepté de jouer le rôle de facilitateur dans ce processus** ». **Un processus « en vue de parvenir à une résolution globale, pacifique et politique du conflit ».**

Les civils sont les plus touchés par la crise au Cameroun avec plus de 6 000 morts, 800 000 personnes déplacées et 600 000 enfants n'ayant pas pleinement accès à l'éducation.

Le Canada joue un rôle de facilitateur pour une résolution globale, pacifique et politique du conflit. pic.twitter.com/SEP8s6LLr3

— Mélanie Joly (@melaniejoly) [January 20, 2023](#)

Aucun médiateur externe.

Dans un communiqué du 23 janvier 2023, le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi, a déclaré que le Cameroun «***n'a confié à aucun pays étranger ou organisation extérieure un rôle de médiateur ou de facilitateur pour régler la crise*** ».

Lire le communiqué intégral du gouvernement camerounais

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix — Travail — Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace — Work — Fatherland

COMMUNIQUE

12 3 JAN 2023

Faisant suite aux récentes informations diffusées par certains médias, le Gouvernement de la République du Cameroun informe l'opinion publique nationale et internationale qu'il n'a confié à aucun pays ou entité extérieurs, un quelconque rôle de médiateur ou de facilitateur pour régler la crise dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Il rappelle qu'il appartient d'abord au Peuple camerounais, aux Institutions et aux dirigeants qu'il s'est librement donnés, de rechercher des voies et moyens appropriés pour la résolution des problèmes auxquels notre pays est confronté.

Le Grand Dialogue National qui s'est tenu à Yaoundé en 2019, a été l'occasion pour les filles et les fils du Cameroun d'échanger librement et d'évoquer les perspectives d'un avenir de paix, de sécurité et de progrès pour notre pays.

Le Gouvernement de la République s'attèle depuis lors à la mise en œuvre des recommandations issues de ce Grand Dialogue. Il poursuit par ailleurs ses efforts pour la reconstruction des zones affectées par la crise et l'assistance aux populations concernées.

Le Gouvernement de la République remercie les pays amis et les Institutions Internationales pour l'intérêt qu'ils accordent à notre pays et pour les appuis multiformes qu'ils lui apportent.

Le Gouvernement condamne avec fermeté, les attaques meurtrières et les destructions que continuent à perpétrer certains groupes terroristes dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Il félicite les Forces de Défense et de Sécurité pour leur vaillance et le professionnalisme avec lesquels ils accomplissent leurs missions de défense de l'intégrité du territoire et de protection des populations civiles.

Il exhorte les pays amis à rechercher et à traduire en justice, ceux qui, à partir de l'étranger, financent et encouragent la violence dans notre pays. Il remercie le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour les actions ayant permis de traduire en justice les auteurs de tels actes et encourage les autres pays amis du Cameroun à faire de même.

Le Gouvernement de la République exhorte une fois de plus les membres des groupes armés à saisir l'offre de paix du **Président de la République, Son Excellence Paul BIYA** et à se joindre à nouveau à la grande œuvre de construction nationale.



Le Ministre de la Communication,

René Emmanuel SADI